



# DOIT #MONTRE LE RESPECT POUR LES DROITS DES TRAVAILLEURS

BHP est une compagnie minière, pétrolière et gazière de stature mondiale et de premier plan qui revendique de “rassembler les personnes et les ressources pour bâtir un monde meilleur”. Mais selon ses travailleurs et travailleuses, où que ce soit dans le monde, elle a bien du chemin à parcourir avant d’atteindre cet objectif.



# dossier spécial

Texte :  
Kimber Meyer  
Laura Carter

BHP se trouve dans l'œil du cyclone depuis cinq ans, en raison d'une des pires catastrophes environnementales de l'histoire du Brésil, le bassin de stockage des résidus de Samarco s'étant rompu le 5 novembre 2015 à Mariana, Minas Gerais. Ce barrage minier appartenait à Samarco Mineração, une coentreprise entre deux des plus grandes compagnies minières du monde, BHP, originaire d'Australie et Vale SA, du Brésil.

**Dix-neuf personnes sont décédées** lors de cette tragédie, **700 familles ont perdu leur maison** et plus de **2.000 travailleurs et travailleuses des secteurs des mines, de la construction, du commerce, de l'électricité et de l'agriculture ont perdu leur emploi.**

La rupture du bassin de rétention a déclenché un déluge de boues toxiques, qui se sont déversées dans le fleuve Dolce, qui constitue une source d'eau potable pour le sud du Brésil, touchant lourdement les villes situées sur le trajet de la vague de boue qui a parcouru des kilomètres en aval jusqu'à l'Océan Atlantique.

En 2018, l'Internationale des travailleurs du bâtiment et du bois (IBB) et IndustriALL Global Union ont déposé une plainte contre BHP et Vale S.A., en vertu des Principes directeurs de l'OCDE à l'intention des entreprises multinationales. La plainte, spécifiquement, cherche à établir les circonstances qui ont contribué à l'effondrement de la retenue, en particulier par l'usage intensif de main d'œuvre externalisée, l'absence de respect de la convention collective, des infractions aux droits syndicaux et des mesures de santé et sécurité inadéquates.

Des représentants syndicaux du Réseau syndical mondial d'IndustriALL pour BHP issus d'Australie, du Brésil, du Canada et de la Colombie se sont réunis en octobre 2018,

avec le London Mining Network, pour débattre de ces infractions effrénées aux droits syndicaux et humains ainsi qu'aux règles d'environnement. Le Réseau a porté ces problématiques à l'Assemblée générale de BHP, exigeant des comptes de la part des actionnaires et justice pour les victimes de la catastrophe de Samarco, ainsi que des mesures de réhabilitation de l'environnement.

**QU'EST-CE UN  
BASSIN DE  
STOCKAGE DES  
RÉSIDUS**



## INDUSTRIALL LANCE UNE CAMPAGNE MONDIALE CONTRE BHP

À la suite de la catastrophe du bassin de stockage des résidus de Samarco en 2015 et des tentatives avortées d'établir un dialogue au niveau mondial avec BHP, le Comité exécutif d'IndustriALL a décidé en 2018 de lancer une campagne contre BHP.

"Pourquoi une campagne mondiale ? Parce que les mêmes pratiques sont présentes au niveau de toutes les activités de BHP : une politique d'externalisation pour diminuer les coûts du travail

et un irrespect pour les droits fondamentaux de ses travailleurs et travailleuses ainsi que des communautés riveraines. Des crimes ont été commis à l'encontre de l'environnement et le risque existe que d'autres se produisent. Nous poursuivons notre campagne pour la dignité des travailleurs et travailleuses de BHP et ceux et celles qui sont décédés dans des accidents miniers," a indiqué le Secrétaire général adjoint d'IndustriALL Kemal Özkan, au cours de la réunion du Réseau pour BHP à Santiago, au Chili, en septembre 2019.

## EXTERNALISATION ET PERTE DE DROITS

BHP est la plus grande compagnie minière du monde en termes de capitalisation boursière, avec une valeur d'un peu moins de 100 milliards de dollars. Ses effectifs ont grandement subi l'impact de l'un des principaux éléments de la stratégie de BHP pour augmenter sa productivité : l'externalisation des emplois. Il en résulte une grande proportion d'emplois temporaires avec contrats précaires.

En 2018, BHP a réduit ses coûts de main-d'œuvre de 23% tout en enregistrant une augmentation de 29% des matières prises en charge par salariés. **Entre 2000 et 2014, l'externalisation a augmenté de manière exponentielle. Des chiffres du Rapport de durabilité 2019 de l'entreprise montrent que les sous-traitants constituent 60% de la main-d'œuvre de BHP au plan mondial.**

Si l'on considère les actifs exploités de BHP, les chiffres du Rapport de durabilité 2018 indiquent qu'en Australie, elle compte 16.504 salariés permanents et 21.267 sous-traitants, ce qui signifie que 56,30% de sa main d'œuvre y est externalisée.

Grahame Kelly, Secrétaire national Mines et Énergie de l'affilié australien d'IndustriALL CFMEU, indique :

"On compte 450 salariés permanents à la mine de BHP du Queensland, dont 95% sont syndiqués. En outre, il y a 6.300 travailleurs engagés sur base temporaire qui gagnent 30 à 40% de moins que les permanents. Du point de vue des syndiqués, il est très difficile de mener des négociations collectives pour obtenir des améliorations parce qu'il y a déjà une main d'œuvre qui se situe hors de l'équation. De plus, nous avons des exemples en Australie où aucun salarié permanent n'a été engagé dans une mine de BHP depuis plus de sept ans."

Au Chili, BHP compte 6.729 salariés permanents et 12.521 sous-traitants, c'est-à-dire que 65% de ses ouvriers sont externalisés. BHP a une rotation des effectifs extrêmement élevée, parce que ses sous-traitants sont considérés comme une main d'œuvre de seconde zone. Il est également impossible pour ces salariés de constituer un syndicat parce qu'ils relèvent d'entreprises différentes et il est donc difficile pour eux d'exercer leurs droits syndicaux.



Le président du syndicat Patricio Tapia de la mine Escondida de BHP au Chili indique :

“La législation chilienne empêche malheureusement les travailleurs en sous-traitance de faire usage de leur droit de grève, parce qu’elle prévoit que dans ce cas, l’entreprise peut les remplacer.”

Dans le cas de la mine d’El Cerrejón en Colombie, qui est en partie la propriété de BHP, les travailleurs externalisés dépassent de loin ceux qui ont un contrat permanent.

“Sur un total de 12.000 travailleurs, seuls 5.000 ont des contrats permanents, le reste est externalisé. La main d’œuvre externalisée est sujette à des conditions de travail précaires et elle ne gagne pas de gros salaires. Mais nous sommes parvenus à les recruter et à améliorer leurs conditions de travail et leur situation sociale,” confie Igor Díaz, président de l’affilié d’IndustriALL Sintracarbón.

.....  
**En 2017, une enquête parlementaire en Australie a conclu à des défaillances à pratiquement tous les niveaux du système réglementaire destiné à protéger les travailleurs.**

Au Chili, les travailleurs de BHP de la mine Escondida ont été en grève pendant 44 jours en 2017 après que l’entreprise a refusé de négocier de bonne foi avec eux. Le syndicat demandait à l’entreprise d’abandonner ses plans qui prévoyaient de réduire les salaires, d’augmenter le temps de travail et d’établir des discriminations entre les salariés de longue date et les nouveaux.

“Nous sommes fiers de cette grève contre BHP parce qu’elle nous a prouvé que nous étions un syndicat fort, prêt à se battre. Nous avons l’une des meilleures conventions collectives de tous les mineurs du Chili,” confie Jorge Schumacher du syndicat de la mine Escondida.

Les syndicats présents chez BHP rapportent que l’entreprise a souvent une attitude antisyndicale et refuse de mener des négociations collectives. Le CFMEU en Australie affirme que l’entreprise utilise avec les syndicats une “stratégie de l’île”, à savoir **éviter les syndicats et faire de leurs membres une “île” au milieu d’un océan de non-syndiqués**. BHP préfère souvent faire usage de “ses prérogatives de direction” (je suis le chef, donc je décide) aux dépens de consultations et négociations avec les syndicats.

## SANTÉ ET SÉCURITÉ MÉDIOCRES

La santé et la sécurité continuent à poser problème chez BHP. Le Comité de coordination des syndicats BHP du Chili a indiqué que le temps de travail était supérieur à ce que prévoit la loi et qu’il y a un manque de transparence au niveau du calcul des primes. Aussi, à Cerro Colorado, les médecins sont mis sous pression pour ne pas reconnaître comme telles des affections liées au travail.

Marcelo Franco, du syndicat 1 CMCC de Cerro Colorado, confie :

“Les conditions de santé et sécurité sont vraiment médiocres. Les travailleurs et travailleuses ont des problèmes aux épaules, aux bras, aux mains et à la colonne vertébrale. Une collègue s’est blessée aux bras et le médecin lui a octroyé un congé médical pour une affection liée au travail. Mais après avoir reçu un coup de téléphone de la compagnie, il a immédiatement annulé le certificat, en expliquant que le problème était consécutif à une malformation congénitale.”

Dans le même temps, les travailleurs du site de Minera Spence, propriété de BHP au Chili, font état de problèmes de santé consécutifs à des émissions de gaz toxiques produits par l’entreprise.

“Pour accélérer le processus d’obtention du cuivre au départ des bassins de lixiviation, du chlorure de sodium est ajouté. Quand on combine cela à de l’acide sulfurique, on obtient de fortes émissions d’acide chlorhydrique. Notre syndicat a dû s’adresser au secrétariat régional du Ministère de la santé (Seremi) pour une inspection au niveau des émissions de gaz.

“Le Seremi a indiqué à BHP qu’en l’absence d’un équipement approprié pour limiter ces émissions, elle devrait arrêter ses activités jusqu’à ce qu’une amélioration de la situation puisse être constatée. Le Seremi a également demandé des rapports environnementaux et nutritionnels parce que les travailleurs souffrent d’empoisonnement gastrique en raison des émissions d’acide chlorhydrique,” a précisé Nidia Johnson Esquivel de Minera Spence.

En 2017, une enquête parlementaire en Australie a conclu à des défaillances à pratiquement tous les niveaux du système réglementaire destiné à protéger les travailleurs. La Commission a identifié de graves défaillances au niveau des examens de santé menés par le secteur, allant de mauvaises interprétations de radiographies à des examens des poumons mal exécutés et au recours à du personnel non-qualifié.

“Un travailleur a rapporté qu’il avait fallu deux ans et demi, trois spécialistes et plusieurs médecins pour obtenir un diagnostic officiel. Les médecins lui ont appris qu’il souffrait de bronchite mais il avait continué à travailler sous terre, en milieu poussiéreux, lorsque son état n’était pas identifié. En mars de cette année, des travailleurs atteints d’asthme des mineurs (pneumoconiose) se sont vus refuser une entrevue avec la compagnie,” indique Laura Carter, Secrétaire régionale adjointe d’IndustriALL.

## INDUSTRIE 4.0 ET LE BESOIN D’UNE TRANSITION JUSTE

BHP souhaite transformer ses activités par l’introduction de différentes technologies d’ici à 2025, en mettant en œuvre des technologies minières permettant d’accroître la productivité, de ne pas faire de dégâts et de diminuer les coûts structurels de ses activités. **Le but de BHP est de réduire le travail humain à un minimum.**

Sur certains sites, elle a déjà commencé à faire des innovations technologiques. À Pilbara, en Australie, par exemple, des opérations sont exécutées au départ de Perth. Des activités de Spence, qui se situent dans le désert d’Atacama, au Chili, sont conduites au départ de Santiago. Les travailleurs disent que dans le cas de Spence, BHP a négligé de mentionner au cours des négociations que l’entreprise avait l’intention de déplacer le centre de contrôle à Santiago.

BHP a un plan d’ensemble pour investir trois milliards de dollars pour réduire ses coûts en Australie par le recours à la technologie, ayant annoncé son intention de dépenser pratiquement





## ÉGALITÉ DES GENRES D'ICI 2025 : RÉALITÉ OU UTOPIE ?

BHP veut atteindre l'égalité des genres d'ici à 2025. À l'heure actuelle, 80,19% des salariés de BHP sont des hommes et 19,81% des femmes.

Les femmes disposant de contrats de travail permanents représentent en proportion une fraction exagérément faible de la main d'œuvre de BHP en Amérique du Sud et en Australie. En Amérique du Sud, 85,34% sont des hommes et seulement 14,66% des femmes. En Australie, 80,30% sont des hommes et 19,70% des femmes.

Les femmes ne représentent qu'un faible pourcentage des personnes affectées à la conduite de machine ou au sein des services généraux et représentent un pourcentage exagérément faible des salariés à temps plein. Les femmes gagnent moins que les hommes à tous les niveaux chez BHP et les différences sont particulièrement notoires au niveau de la conduite de machine et des services généraux.

C'est pour lutter en faveur d'une Transition juste pour les travailleurs permanents et en sous-traitance de BHP, pour défendre des pratiques de travail plus sûres et plus équitables sur tous les sites de l'entreprise qu'IndustriALL réaffirme sa campagne contre BHP en insistant sur ce qui suit :

1. **BHP doit engager un dialogue digne de ce nom avec les syndicats au plan mondial**
2. **L'entreprise doit prendre ses responsabilités au plan mondial pour la façon dont les travailleurs et travailleuses sont traités au plan local**
3. **L'entreprise doit adopter une approche moins antagoniste et moins oppressive par rapport aux salariés et aux relations sociales**
4. **Que l'entreprise ne s'oppose pas à la formation et à la croissance des syndicats**

- 1 Le réseau mondial d'IndustriALL pour BHP s'est réuni au Chili en septembre 2019. *IndustriALL*
- 2 Marcelo Franco en face de la de BHP à l'Assemblée générale annuelle à Londres en octobre 2019. *IndustriALL*
- 3 Igor Díaz. *IndustriALL*
- 4 Jorge Schumacher. *IndustriALL*
- 5 Tchenna Maso. *IndustriALL*
- 6 Laura Carter. *IndustriALL*
- 7 Grahame Kelly. *IndustriALL*
- 8 Nidia Johnson Esquivel. *IndustriALL*
- 9 Kemal Özkan. *IndustriALL*

800 millions de dollars pour ajouter 500 camions autonomes à sa flotte de Pilbara. Si BHP le fait, ils seront déployés au cours des trois prochaines années et ces nouveaux camions seront attribués aux mines de fer d'Australie-Occidentale et ensuite aux mines de charbon du Queensland. **BHP refuse dans une large mesure de tenir des consultations ou négociations sur ces sujets.**

"En ce qui nous concerne, IndustriALL va se battre pour que le résultat de ces transformations soit équitable. Nous avons besoin de stratégies et d'actions, en particulier face aux multinationales comme BHP qui ne respectent pas les droits des travailleurs," dit Kemal Özkan, Secrétaire général adjoint d'IndustriALL.

En Colombie, la licence d'exploitation d'El Cerrejón expire en 2034. Selon les syndicats, BHP doit toujours dévoiler son plan pour la fermeture, ce qui crée de grandes incertitudes pour les travailleurs et la population de La Guajira, dont l'économie dépend d'El Cerrejón.

Igor Díaz, de Sintracarbón, précise :

"Selon la législation colombienne, un projet de déclassement doit être défini 20 ans avant la fermeture de la mine, ce qui n'est pas encore le cas. Le gouvernement doit proposer des emplois alternatifs pour les 12.000 travailleurs qui seront concernés, ainsi que pour la région qui est dépendante des activités minières.

"Avec le soutien d'IndustriALL, de la FNV des Pays-Bas et d'IGBCE d'Allemagne, nous avons tenu des forums sur la transition énergétique pour expliquer comment ces pays avaient entrepris la transition vers l'abandon du charbon. Des syndicats, des entreprises et des gouvernements ont pris part à ces débats.

"La situation est complexe pour tous les travailleurs, mais en particulier pour ceux qui sont externalisés et non-syndiqués. Nous voulons une Transition juste pour eux également."

Bien que BHP prétende être engagée à apporter une "contribution positive à la société", en menant "des affaires responsables et éthiques" et qu'elle souhaite "collaborer avec la société pour créer un

avenir durable", il apparaît qu'elle pourrait mieux faire.

La mine d'El Cerrejón en Colombie se situe dans une région sèche qui ne compte qu'un seul fleuve, appelé Ranchería, qui traverse la mine en son centre. BHP voulait détourner son cours parce qu'il y a 500 millions de tonnes de charbon de grande qualité en dessous. Sintracarbón et les communautés riveraines s'y sont opposés.

"Face à cette opposition, le détournement du lit de la rivière a été suspendu. Mais le projet, appelé P500, avait déjà été conçu et d'énormes investissements consentis et c'est plutôt un important affluent, appelé Bruno, qui a été détourné, indique Igor Díaz de Sintracarbón, Colombie.

Au Brésil, après l'effondrement du barrage minier de Mariana en 2015, les communautés riveraines indiquent que BHP a encore énormément de pain sur la planche pour remédier à tous les dommages causés.

Tchenna Maso, membre du Mouvement des personnes affectées par les barrages (Movimento dos Atingidos por Barragens, MAB), rapporte :

"Quatre communautés ont été entièrement détruites par la boue et pas une seule maison n'a été reconstruite depuis la tragédie qui a eu lieu il y a quatre ans. Les dégâts environnementaux sont énormes et nous sommes engagés dans une bataille judiciaire pour obtenir une reconnaissance des pollutions.

"De plus, les femmes ne sont pas reconnues comme ayant été affectées par le désastre. Les contributions sociales sont souvent du chef des hommes, qui sont soutiens de famille alors que les femmes ont des emplois informels. Il n'y a donc pas moyen de prouver qu'elles ont perdu leur emploi. Seuls 15% des femmes sont reconnues en tant que soutien de famille. Les entreprises ont, dans les faits, enlevé aux femmes leur autonomie financière."